

Monroë. Nous aurions rendu un grand service à l'Europe et même à l'Amérique.

En tout cas, les Etats-Unis, qui ont fait étalage de sentiments chevaleresques en se refusant à employer des mesures coercitives contre le Mexique parce qu'il avait de graves difficultés intérieures, ne se sont pas embarrassés plus tard de pareils scrupules lorsqu'ils ont brutalement déclaré la guerre à l'Espagne, sous le fallacieux et ridicule prétexte que leurs sentiments d'humanité et de philanthropie leur faisaient un devoir de voler au secours des insurgés Cubains et d'attenter ainsi aux droits des Espagnols.

Cela ne serait pas arrivé si, quarante ans avant, nous avions soutenu les insurgés du Sud, cent fois plus intéressants du reste que ceux de Cuba.

Dans ces considérations relatives aux puissances ayant des revendications à faire valoir auprès du Gouvernement mexicain, je n'ai pas mis à jour le fond de l'opinion de l'Angleterre. C'est qu'il n'y avait pas de dessous mystérieux dans la pensée de cette égoïste puissance qui connaît bien peu la philanthropie et le sentiment. Elle ne pouvait nourrir aucun projet secret à l'égard du Mexique et n'avait qu'un but simple et pratique, il faut le reconnaître, celui de rentrer dans son argent, sans bourse délier.

D'autre part, comme elle a pour politique générale de rester bien avec les Américains, dès qu'elle a vu ceux-ci se prononcer contre l'intervention, elle a cherché l'occasion de retirer, elle aussi, son épingle du jeu. Et elle l'a trouvée !

Le 30 novembre 1861, la convention de Londres était enfin signée. Mais chacun des signataires cachant ses arrière-pensées, cet acte solennel ne formulait rien, ne résolvait rien, ne stipulait rien; c'était le triomphe de la diplomatie. Dès lors l'expédition projetée allait commencer.

Les trois puissances s'étaient donné rendez-vous dans le port de la Havane, chez les Espagnols. Le général Prim devait prendre le commandement en chef des moyens d'ac-

tion. Les flottes anglaise et française avec les troupes qu'elles portaient y arrivèrent correctement le 27 décembre 1861, pour de là faire voile vers Vera-Cruz avec les Espagnols. Mais, par un hasard inexplicable, ou plutôt trop explicable, ceux-ci étaient déjà partis sans attendre personne, et depuis dix jours leur flotte portant 5.600 hommes s'était emparé, sans résistance du reste, de l'îlot fortifié de Saint-Jean-d'Ulloa et occupaient Vera-Cruz. Cette indépendance peu correcte ainsi manifestée, je ne dirai pas par l'Espagne, mais par son représentant, était significative.

Le 8 janvier 1862, les flottes anglaise et française ainsi que le reste des troupes espagnoles arrivaient à Vera-Cruz.

Des canons et des baïonnettes étrangers se trouvaient ainsi sur la terre mexicaine, et pourtant l'état de guerre n'existait pas. Etrange situation !

On négociait encore et les commissaires des trois puissances alliées, ou soi-disant telles, se réunissaient à Vera-Cruz. Celui de la France était M. Dubois de Saligny, son ministre à Mexico. Ce diplomate n'était malheureusement pas l'homme qui convenait dans ces circonstances difficiles au milieu d'une situation délicate, complexe, embrouillée même. D'un caractère entier, ardent, peu pondéré, il ne pouvait, en cette occasion, apporter le tact, la mesure, je dirai même la modération qui étaient indispensables. L'esprit monté par les réfugiés politiques mexicains du régime gouvernemental précédent, il croyait que l'Empereur Napoléon voulait quand même une rupture avec le Mexique. Cette appréciation des dispositions de son souverain était fautive, car, si Napoléon désirait faire entrer une rupture dans l'ordre de ses vues politiques secrètes, son caractère calme et prudent se refusait à la faire naître, surtout brutalement. M. Dubois de Saligny fit trop de zèle. Il rédigea à Vera-Cruz l'exposé des revendications de la France d'une façon tellement exagérée dans la forme comme dans le fond, que ce document constituait un ultimatum inacceptable qui souleva une tempête dans la réunion des commissaires et des chefs

des expéditions. Heureusement, le calme et la modération de l'amiral Jurien de la Gravière, commandant les forces françaises, parvinrent à apaiser l'orage; et il fut décidé qu'on se mettrait en rapport avec le général Doblado, ministre des affaires étrangères de Juarez.

On a gravement reproché à M. Dubois de Saligny d'avoir ainsi présenté au Gouvernement mexicain, dans son ultimatum relatif au règlement des questions financières, des conditions draconiennes auxquelles il était impossible de satisfaire. Cela est vrai; mais doit-on en éprouver un sentiment de commisération pour le Gouvernement de Juarez? Assurément non. La pénurie dans laquelle se trouvait son trésor public est sa propre condamnation et celle de son administration. Ce Gouvernement avait acquis des ressources énormes par des spoliations excessives; mais il les avait laissées dilapider par la cupidité, la rapacité de ses partisans qui avaient rempli leur escarcelle en laissant vide celle de l'Etat. Cette situation était-elle donc intéressante? Je les ai connus, tous ces tripoteurs d'affaires politico-financiers, et je déclare qu'ils ne méritent de notre part aucune de ces délicatesses de sentiments et de procédés que doit inspirer, à l'égard d'adversaires honorables, le respect du patriotisme allié au désintéressement personnel. Du reste, ce Gouvernement qui accusait une misère profonde dans tout le pays était l'auteur même, l'artisan de cette misère, puisque c'est lui qui avait allumé le brandon de la guerre civile pour prendre la place du Gouvernement ou plutôt du parti qui était au pouvoir, et qui a ruiné le pays par une lutte de plusieurs années et par des exactions de toutes sortes. Son état de misère n'était donc pas intéressant.

Si, dans les difficultés ordinaires qui s'élèvent dans les relations d'affaires d'une société, on est souvent inexorable et sans pitié, dans le fonds comme dans la forme, à l'égard des différends internationaux il est d'usage d'employer des procédés coercitifs plus pondérés et plus courtois. C'est en cela seulement qu'a péché M. Dubois de Saligny; car, au

fond, nos créanciers n'étaient à aucun point de vue dignes d'intérêt, bien que les porte-paroles de notre opposition en France les aient présentés à l'opinion publique sous les apparences les plus recommandables.

Quoi qu'il en fut du reste de ces détails de forme, c'était l'ère des négociations qui se rouvrait; mais il faut reconnaître qu'elle se présentait dans des conditions peu favorables à l'intervention, ou du moins plus difficiles pour elle. Car, au milieu de ses représentants sur le territoire mexicain et à l'abri des drapeaux des puissances, venaient d'accourir ce qu'on pourrait appeler les épaves des anciens régimes; et leur présence, prématurée tout au moins et à coup sûr maladroite, derrière nos soldats ne pouvait qu'inspirer de mauvaises dispositions au Gouvernement de Juarez avec qui on entrait en relations, et donnait beau jeu à la duplicité excessive de ses membres; car ceux-ci comprenaient bien que les Almonte, Miramon, Haro y Tamaris, le père Miranda et *tutti quanti*, ne se jetaient ainsi dans nos bras que pour ressaisir le pouvoir et avec lui l'argent!

Du reste, les récits qui suivront montreront le caractère véritable de ces personnalités souvent encombrantes que les événements nous ont obligé de prendre pour auxiliaires.

Entre temps, les troupes avaient été mises à terre dans des conditions d'hygiène qui pouvaient devenir dangereuses, bien que la fièvre jaune ne commence généralement à sévir que vers le mois de mai. Aussi, par prudence, les chefs de l'expédition voulurent les éloigner de la côte, et ils les portèrent à la Tejeria, à 12 kilomètres dans l'intérieur des terres. Mais ce n'était guère qu'un acheminement dans la voie de la prophylaxie, car les régions marécageuses de la Tejeria sont d'ordinaire encore plus malsaines que la grève ou les dunes sablonneuses de Vera-Cruz.

Cependant, pour rentrer dans la sphère des négociations ouvertes de nouveau et qui rendaient la parole à la diplomatie, le général Doblado avait accueilli avec empressement les propositions d'entente qui lui étaient adressées, se pro-

mettant bien, dans son esprit rusé d'indien espagnolisé, d'exploiter la nouvelle mansuétude des puissances et surtout le désaccord qu'il pressentait dans les vues des alliés.

Il fut entendu qu'on se rencontrerait à la Soledad. Cette entrevue eut lieu en effet et, en raison des dispositions méfiantes dans lesquelles se trouvaient les commissaires espagnols et anglais et des sourdes intrigues auxquelles se livrait le général Prim, grâce surtout à la maladresse de notre ministre plénipotentiaire, on conclut la convention de la Soledad, fameuse surtout par les principes déplorable qu'elle sanctionnait et par les difficultés qu'elle amena fatalement en raison des stipulations qu'elle contenait et qui étaient contraires à la politique secrète de chacune des puissances contractantes ; cette convention fut signée le 23 février 1862.

Il convient de remarquer à son sujet qu'en dehors des dispositions politiques traitées dans cette convention préliminaire, les commissaires européens avaient eu la sagesse et la prévoyance d'obtenir du Gouvernement mexicain les conditions de l'article 3, nécessitées par les considérations suivantes.

La convention stipulait que les dispositions qu'elle contenait devaient être acceptées par les trois gouvernements alliés ; mais on ne pouvait espérer recevoir la réponse de ces gouvernements avant un délai de deux mois au moins. Dans ces conditions, les troupes de l'intervention seraient obligées de stationner pendant un long temps dans les terres chaudes où elles pourraient être ravagées par la fièvre jaune. Pour parer à ce danger, l'article 3 stipula que les troupes alliées auraient la faculté de se porter en avant pour s'établir dans une zone moins dangereuse, et d'occuper les villes de Cordoba, Orizaba et Tehuacan. Mais cette disposition humanitaire consentie par le Gouvernement mexicain disposait par contre qu'en cas de rupture des négociations, les forces alliées rétrograderaient sur la route de Vera-Cruz jusqu'à Paso-Ancho, avant de faire acte d'hostilités. « Dans

ce cas, les hôpitaux des alliés resteraient sous la sauvegarde de la nation mexicaine. »

Je souligne cette disposition parce qu'elle va prendre une importance capitale dans les prochains événements, et servir de base au parti de l'opposition en France pour attaquer violemment notre conduite et prôner le caractère élevé de nos adversaires.

D'autre part, en raison des lenteurs que subissaient les communications entre le Mexique et l'Europe, des contretemps fâcheux se produisaient, sans que la faute puisse en être imputée aux personnes mais bien aux circonstances impérieuses. C'est ainsi que pendant que les négociations se rouvraient, à l'insu forcé du Gouvernement français, l'Empereur Napoléon se trouvait froissé et par l'effectif exagéré du corps expéditionnaire espagnol et par l'empressement intempestif et injustifié que le représentant de l'Espagne avait mis à occuper Vera-Cruz quinze jours avant les autres puissances ; et cela en violation de la convention arrêtée à Londres. Les procédés et les agissements du représentant espagnol confirmaient ses soupçons à l'égard des prétentions de l'Espagne et du général Prim à la couronne du Mexique. Sous l'empire de ces impressions, il prescrivit d'envoyer des renforts destinés à égaler l'importance du corps espagnol.

Aussi, le 6 mars, on apprit avec stupeur à Cordoba l'arrivée à Vera-Cruz du général de brigade de Lorencez avec 4.500 hommes de supplément ; ce qui transformait notre corps expéditionnaire en une division constituée.

A partir de ce moment, le général Prim comprit que le rôle prédominant qu'il comptait jouer au nom de l'Espagne allait s'effacer et que les rêves qui devaient en être la conséquence pour l'avenir s'évanouissaient. Dès lors, il commença une lutte sourde et acharnée contre l'action française et fit tout ce qui était possible pour brouiller nos cartes dans la partie que nous allions être seuls à jouer avec le Gouver-

nement mexicain. Il n'eut pas de peine à entraîner dans la même voie l'intervention anglaise.

Celle-ci, voyant qu'elle allait rester seule à graviter avec quelques matelots derrière nos dix mille hommes de troupes de terre, tactiquement bien constitués, résolut de se retirer dans sa tente et de se rembarquer.

Presque tous les historiens ou écrivains qui se sont crus tels ont critiqué la France pour avoir persisté dans l'entreprise et avoir poussé à une rupture avec le Gouvernement de Juarez. Je n'entrerai pas dans la discussion des considérations qu'ils ont formulées pour appuyer leurs critiques, je me bornerai à dire que celles-ci péchaient toutes par la base et portaient à faux, parce que ces écrivains ignoraient ou voulaient ignorer quel était le but véritable que poursuivait l'Empereur en allant au Mexique. On a dit que les Espagnols et les Anglais avaient été sages en se retirant d'une entreprise qui prenait le caractère d'une agression brutale destinée à violenter un peuple libre, honnête et fier. Tout cela n'est que verbiage.

Si les Espagnols qui ont joué au désintéressement avaient pu nous effacer comme ils l'avaient essayé, ils auraient fait exactement ce que nous avons fait, et auraient parfaitement renversé le Gouvernement de Juarez, même avec le concours des anciens personnages politiques tombés du pouvoir qu'ils nous ont tant reproché d'avoir accepté, tels que Alente, Miranda et tant d'autres, si ceux-ci avaient consenti à patroner un prince espagnol, ou un personnage comme le général Prim, comte de Reuss. Mais comme ceux-ci ne voulaient pas « prendre leur ours », ils ont trouvé mauvais que nous les acceptions comme points d'appui de notre intervention.

Quant aux Anglais, ils auraient fait encore moins de sentiment que les Espagnols, s'ils avaient pu trouver un moyen d'éliminer leurs deux alliés. Puis, s'ils n'avaient pas tenté de conquérir le Mexique, d'abord parce qu'aucun parti mexicain ne voulait d'eux, ils se seraient installés à Vera-Cruz et auraient fait de Saint-Jean-d'Ulloa un Gibraltar au fond

du golfe du Mexique pour garder la clef du canal interocéanique qu'ils auraient percé dans l'isthme de Tehuantepec, plus sûrement que celui de Panama, car partout où l'Anglais met le pied, il y prend racine, si on le laisse faire.

Enfin, il est faux de dire qu'on violentait un peuple libre, honnête et fier. Il faut distinguer. Nous n'allions pas combattre ni violenter la nation mexicaine, mais seulement une partie de cette nation, la plus faible même et on est obligé de reconnaître que c'était la moins honnête, puisque c'est son défaut d'honnêteté qui avait fait naître les griefs et les revendications des trois puissances coalisées dès le début. D'autre part, nous nous appuyons sur l'autre élément du peuple mexicain qui lui, au contraire, était opprimé, persécuté et nous tendait les bras ; nous n'allions pas l'opprimer mais lui rendre la liberté.

Toutes ces récriminations plus ou moins consciencieuses ne constituent donc qu'une phraséologie retentissante mais sans fondement et qu'en vain on s'est efforcé de rendre sentimentale.

Lorsque vers la fin de mars, le courrier portant les réponses des Cours d'Europe arriva à Vera-Cruz, on apprit des nouvelles qui devaient jeter le trouble au sein de l'intervention des trois puissances ; ce qui était inévitable. Chacun des Gouvernements en cause étant, dès l'origine, animé de sentiments différents et nourrissant des vues contraires les unes aux autres, il était impossible que l'entente durât. L'alliance était vouée à la désorganisation dès qu'on entrerait dans la période positive des faits.

On n'a pas connu les termes complets et précis des réponses faites par l'Espagne et l'Angleterre aux dispositions de la convention de la Soledad ; par conséquent tous les écrivains qui ont voulu rejeter sur le Gouvernement français toute la responsabilité de la rupture ont eu tort et ont fait œuvre antipatriotique ; car ils n'étaient pas suffisamment informés pour apprécier les vraies raisons, les motifs secrets qu'en politique étrangère on ne découvre jamais et qui dic-

taient à l'Espagne comme à l'Angleterre les instructions que ces deux puissances envoyaient à leurs commissaires.

On apprit bien que l'Angleterre, qui repoussait l'idée d'une expédition à l'intérieur du Mexique, et pour cause du reste, puisque sa politique ne désirait qu'une occupation de la mer, ratifiait les conditions de la convention acceptées par Sir Ch. Wyke, son plénipotentiaire. On sut, d'autre part, que l'Espagne ne désapprouvait pas le Général Prim, mais ne l'approuvait pas non plus et qu'elle exprimait même des regrets. C'était peu compromettant ! Toutes ces finesses de la diplomatie et de la politique étrangère ne peuvent en aucune façon servir de base pour formuler un jugement et encore moins une condamnation à l'égard d'une des parties en cause, la France.

En tous cas, le plus franc entre les trois larrons fut certainement le Gouvernement français qui déclara hautement ne pouvoir accepter la convention de la Soledad, comme « contraire à la dignité nationale ». Depuis trop longtemps, le Mexique bernait la France et ne faisait rien pour donner satisfaction à ses justes revendications. Il est vrai qu'en présence de l'intervention menaçante, le Gouvernement de Juarez avait fait de nouvelles protestations de bon vouloir et d'honnêteté pour se débarrasser des baïonnettes étrangères ; mais il n'était pas douteux également que si nous avions ajouté foi à ses promesses, accordé le moindre crédit à ses protestations d'honnêteté, les Mexicains se seraient joué de nous, avec l'orgueil (ne pas voir fierté ?) qui les caractérisait. Ils auraient même été convaincus que nous avions eu peur d'eux ; nos revendications auraient été classées comme lettres mortes et un cachet d'impuissance nous eût été imprimé aux yeux de toutes les Amériques. Et quand je parle de l'orgueil immodéré des hommes du parti qui régnait à Mexico, je dirai même de leur vaniteuse outrecuidance, j'en ai tout au moins le droit quand je lis la lettre qu'écrivit au ministre des Affaires étrangères de France, M. de la Fuente, ministre plénipotentiaire de Juarez à Paris,

en lui demandant ses passeports. J'y trouve, entr'autres rodomontades, cette phrase prodigieuse : « Le Mexique n'est pas aussi faible que l'Espagne sous Napoléon I^{er}. » Quelle orgueilleuse insolence à l'égard de l'Espagne et de la France !

Tartarin lui-même n'aurait pas inventé ça pour Tarascon.

J'aurai du reste, par la suite, l'occasion d'en montrer bien d'autres. Aussi, je reste confondu quand je lis la prose historique d'écrivains français qui ont donné tort au Gouvernement de leur pays et prôné les vertus de ces débiteurs aussi insolents qu'insolvables.

Étaient-ils donc intéressants ces partisans de Juarez ? Ils étaient dans la misère la plus profonde et cela par leur faute, car ils avaient dilapidé des biens immenses enlevés au clergé, volés dans les églises. Leur gouvernement était si misérable que, lorsque son Président avait voulu, quelque temps auparavant, envoyer en France comme plénipotentiaire ce même Le Fuente qui se croyait « plus fort que l'Espagne », il dut retarder son départ parce que le Gouvernement mexicain n'avait pas dans sa caisse l'argent nécessaire pour payer les frais de son voyage !

Ce Gouvernement ne méritait aucune compassion que du reste sa vanité repoussait.

On a fait un reproche au Gouvernement de l'Empereur de n'avoir pas accepté les promesses léonines que lui faisaient de pareils administrateurs et de ne s'être pas retiré alors qu'il avait la main sur la caisse et qu'il avait fait deux mille lieues de mer avec sa flotte et dix mille hommes pour atteindre ce résultat. Cela n'est pas sérieux.

On répondra évidemment que nous avons été obligés d'en arriver au même résultat cinq ans plus tard, après avoir envoyé là-bas 35.000 hommes et dépensé 300 millions. Le fait est vrai ; mais à qui la faute ? A vous, Messieurs les Français d'opposition qui avez déserté les intérêts de la France pour soutenir la cause de M. le Président Juarez et qui avez fait échouer l'entreprise ; ce que je démontrerai dans la suite.

Quoi qu'il en soit, du reste, des appréciations qu'ont pu formuler des écrivains français d'accord avec les sentiments hostiles de nos rivales, l'Angleterre et l'Espagne, les dispositions inspirées par la politique persévérante de l'Empereur devaient jeter un trouble profond dans les sentiments des deux nations qui avaient contracté avec nous une alliance qui ne tenait que par les fils fragiles de leurs vues personnelles.

En présence de l'attitude décidée et résolue que prenait la France et qui transformait le rôle que l'Angleterre et l'Espagne principalement s'étaient proposé de jouer, ces deux puissances se décidèrent à se retirer de la convention de Londres et, dans une conférence solennelle à laquelle prirent part les commissaires des trois gouvernements, la rupture officielle eut lieu le 9 avril. La chicane diplomatique s'était chargée de trouver les prétextes.

Le Comte de Reuss comprenait parfaitement que la présence au milieu des troupes de l'intervention, du général Almonte, de l'ancien Président Miramon, et d'autres personnalités politiques, indiquait clairement le renversement probable de Juarez et de ses ministres, parmi lesquels se trouvait son oncle Etschevarria, et conséquemment l'annihilation de l'influence qu'il comptait exploiter pour ses projets ultérieurs. Aussi d'accord avec Sir Ch. Wyke, le commissaire anglais, il demanda le rembarquement immédiat d'Almonte.

Cette exigence n'avait évidemment pour objet que de motiver la rupture en se donnant l'apparence d'un respect intempestif pour le Gouvernement de Juarez, car elle était inacceptable. En effet, la France qui lançait ses troupes dans un pays désuni par une révolution chronique pour arracher par la force la satisfaction de ses droits méconnus à un gouvernement infidèle à ses engagements, était obligée d'accepter le concours des adversaires politiques du régime qu'elle allait combattre, personnalités qui amèneraient à sa cause une grande partie de la nation mexicaine. La France, dis-je, ne pouvait repousser les chefs du parti qui l'appelait. Si

elle avait agi ainsi, c'eût été une faute capitale; car, alors, on aurait pu l'accuser de violenter la nation mexicaine tout entière. Heureusement elle ne commit pas cette grossière maladresse.

A ce propos, je dois faire connaître de façon précise quelle était la situation politique exacte, au point de vue du droit comme à tous autres, de ces Mexicains qui venaient nous aider dans l'œuvre d'oppression suivant les détracteurs de notre entreprise, de libération suivant les intentions de notre gouvernement.

Les Français qui ont soutenu par la plume ou par la parole les droits du Gouvernement de Juarez qu'ils croyaient respectables, ont prétendu que nous allions aider au renversement d'un gouvernement légal. C'est une erreur, car celui de Juarez était issu de la révolution et établi par la force. Il n'était pas plus légal que celui qu'il avait renversé et dont les débris dispersés et persécutés venaient à nous. Ces victimes qui accouraient autour de notre drapeau étaient en nombre considérable, et il en existait à l'état latent partout au Mexique, dans les villes comme dans les campagnes. On en a eu la preuve à mesure que sur le passage de nos troupes, les populations rendues à la liberté pouvaient manifester leurs sentiments.

Dans ces conditions, la discussion fut vive entre les commissaires anglais et espagnols et les commissaires français. Ceux-ci déclarèrent qu'ils ne feraient pas rembarquer les émigrés revenant dans leur pays, et que les troupes françaises, s'il le fallait, iraient jusqu'à Mexico pour obtenir la satisfaction due aux réclamations de la France.

Enfin, les commissaires alliés déclarèrent que puisque la France ne voulait pas accepter la convention de la Soledad et renvoyer les émigrés, ils se retireraient avec leurs troupes du territoire mexicain. C'était la rupture de l'alliance des trois puissances, c'était la guerre de la France, non pas contre le Mexique, mais uniquement contre le Gouvernement de Juarez.

Les représentants des puissances notifièrent alors au Gouvernement mexicain et au général Saragoza, commandant ses troupes, les résolutions adoptées dans la conférence ; ils l'informèrent en outre que les troupes françaises se concentreraient à Paso-Ancho, conformément à l'article 3 de la convention de la Soledad, et ne commenceraient les hostilités que lorsque les Espagnols, qui allaient opérer leur retraite vers la côte, auraient dépassé leurs lignes.

Pendant les quatre mois durant lesquels se sont déroulés ces prodromes de la guerre, le Gouvernement de Juarez, qui cherchait encore à les prolonger, avait naturellement profité de ce temps pour organiser et réunir des troupes et préparer la défense.

Néanmoins et conformément aux conventions de la Soledad, les négociations ayant pris fin avec le Gouvernement mexicain, l'amiral Jurien de la Gravière, dès le 1^{er} avril, commença son mouvement de retraite et partit de Tehuacan où ses troupes avaient stationné pendant les pourparlers diplomatiques. Il s'arrêta à Cordoba, à hauteur des Espagnols avec lesquels les relations achevaient de se brouiller ; c'était le 5 avril. C'est là qu'arriva le général de Lorencez, à la tête des 4.500 hommes qu'il amenait.

Cet officier général prit naturellement le commandement de tout le corps expéditionnaire et, après que Anglais et Espagnols furent remontés sur leurs galères, il se mit en mesure de prendre l'offensive en allant se replacer au point qui était convenu.

Mais, pendant que, se conformant aux engagements pris, il allait repasser le ravin de Chiquihuite qui constituait un défilé où les Mexicains avaient organisé un semblant de résistance avec quelques vieux canons rouillés, le général apprit que nos soldats malades laissés à l'hôpital d'Orizaba étaient menacés dans leur existence par les troupes juaristes. Alors, assuré que l'ennemi ne tenait pas ses engagements, il se considéra comme dégagé de ceux pris par les alliés et,

craignant qu'à quelques étapes de lui on ne massacrait ses soldats, il arrêta son mouvement rétrograde et remonta à marches forcées sur Orizaba.

La guerre était commencée.
